

---

# LA RENCONTRE SOCIALISTE DE GRENOBLE :

---

## prévoir les difficultés pour mieux les surmonter

---

De quelque manière qu'on l'envisage, la « Rencontre socialiste de Grenoble » constitue un événement important. L'ensemble des participants se déclare en effet favorable au socialisme, dans la perspective de l'après-gaullisme. Cette exigence de fond ne se traduit pas aujourd'hui par les mêmes engagements politiques ou les mêmes attitudes tactiques. Mais pour tous ceux qui participeront aux travaux de Grenoble, il apparaît que pour qu'un accord soit solide et durable, il est indispensable d'aborder l'étude d'un certain nombre de problèmes qui soulèvent de réelles difficultés.

A l'inverse de la démarche qui consiste à dire « oublions ce qui nous sépare, pour insister sur ce qui nous unit » la rencontre de Grenoble entend aborder un certain nombre de questions qui font effectivement difficulté. Celles que rencontrera tout gouvernement de gauche. Celles que

les forces socialistes se doivent d'aborder dès maintenant, si elles veulent peser dans le sens du socialisme pendant la période de transition.

Trop d'expériences récentes dans les pays proches (Grande-Bretagne ou Italie), ont montré que sur les problèmes de la monnaie, de la politique internationale ou de la planification, l'impréparation entraînait, inéluctablement, des reculs ou de nouvelles difficultés.

Le volontarisme en la matière ne suffit pas. Pas plus que des déclarations générales. Cerner les problèmes, prévoir dès aujourd'hui les grandes lignes d'une politique socialiste, pendant cette période de transition dont on sent bien qu'elle sera mouvante et grosse de difficultés, tel est l'objet des trois premiers rapports, groupés sous le titre général : les voies de passage au socialisme.

Deux autres rapports « La démocratie dans l'Etat socialiste » et « Plan et marché dans l'économie socialiste » abordent des problèmes théoriques brûlants. Il s'agit ici des questions inhérentes à un Etat socialiste français. La vue ici est donc à long terme. Encore que de la manière dont ces problèmes seront abordés et tranchés dépende beaucoup des possibilités d'intervention d'aujourd'hui des forces socialistes.

Bien entendu, une telle démarche, fruit de longues discussions, ne peut en provoquer que de nouvelles. Il s'agit ici d'une première approche sujette comme toute recherche à des erreurs et des insuffisances.

Seuls les dogmatiques de tous

bords pourront s'en inquiéter. Pour notre part, soucieux de mettre constamment en accord notre pratique avec notre théorie, nous aimons mieux aborder au fond les problèmes qui vont se poser à notre pays dans les années qui viennent.

Nous sommes conscients qu'ils ne seront pas faciles. Nous savons d'expérience qu'il ne suffit pas d'en souligner les nouveaux aspects pour les résoudre. Nous savons également qu'ils doivent être étudiés en commun avec tous les courants socialistes de ce pays.

Tel est le sens premier de la rencontre de Grenoble. Pas plus, mais pas moins.

C. G.

## I. - VOIES DE PASSAGE AU SOCIALISME

rapporteur Georges SERVET

Sous ce titre général, ont été regroupés trois rapports :

— *Objectifs et moyens de la politique économique. Rôle du secteur public et du secteur privé.*

— *La Gauche et la monnaie*

— *Fondements économiques et financiers d'une politique internationale socialiste*

*Nous en résumons ici les thèmes essentiels.*

*En restant fidèle à la pensée des rapporteurs, mais en souhaitant qu'ils fassent l'objet des réflexions de tous nos militants et sections.*

### **Objectifs et moyens de la politique économique**

« Quelles que soient les conditions de son accession au pouvoir, un gouvernement socialiste sera l'objet d'une agression discrète ou déclarée des forces hostiles sur le plan politique et sur le plan économique. Dans l'épreuve ainsi engagée, l'existence d'un secteur public important et la possibilité de son extension au détriment du secteur privé constitueront un facteur de force pour la Gauche. »

Cette remarque liminaire éclaire l'ensemble de ce premier rapport qui entend proposer non seulement des objectifs à long terme, mais, pour commencer, des voies de passage utilisables par un gouvernement socialiste dès son accession aux responsabilités du pouvoir.

Dans cet esprit, la commission estime que la gauche au pouvoir, désireuse de hâter l'avènement du socialisme, devrait avoir trois ordres de préoccupations : faire progresser les valeurs du socialisme ; réduire le poids des contraintes qui spontanément s'opposent dans la société française à la réussite d'une expérience de gauche ; se donner les moyens d'une politique novatrice en matière économique et sociale.

### **Réduire le poids des contraintes**

Un gouvernement socialiste doit avoir à l'esprit :

— que la France n'est pas encore une grande nation industrielle et traversera pendant au moins dix ans une phase difficile d'adaptation internationale ;

— que la Gauche n'a pas naturellement une

majorité nette dans l'électorat français. La marge de jeu n'est pas considérable, bien qu'elle puisse être élargie.

Il faut donc, pour vaincre les résistances spontanées, qu'un gouvernement de gauche porte son effort dans deux directions :

- *Assurer l'indépendance nationale dans toute la mesure nécessaire à l'indépendance de la politique suivie.*

Ce qui signifie concrètement que la balance des paiements devra être équilibrée, les investissements étrangers efficacement contrôlés, et le maintien dans le marché commun soumis aux deux conditions suivantes :

- subordination de tout progrès dans la réalisation du marché commun à l'acceptation par nos partenaires d'une politique commune de planification ;
- toute mise en cause de l'expérience socialiste française par nos partenaires entraînerait le jeu des mécanismes de sauvegarde et éventuellement un blocage des institutions du Marché commun.

- *Créer à l'intérieur du pays un rapport de forces qui empêche la mise en échec de l'expérience.*

### ***Se donner les moyens d'une politique novatrice***

Le point de départ, en la matière, a paru être au groupe de travail *la vérité des prix associée à une authentique politique des revenus*.

La vérité des prix est un choix délibéré. Deux raisons essentielles la justifient :

- l'autonomie nécessaire des entreprises ;
- le fait que la gratuité et les sous-prix sont, d'une façon générale, coûteux pour la collectivité. Mais cette politique des prix doit s'accompagner d'une authentique politique des revenus qui, sous peine d'être condamnée à l'échec, doit être une politique contractuelle établie au niveau national et local avec les organisations syndicales intéressées.

Pour ce qui est des investissements, leur croissance et leur orientation supposent une politique financière sélective. L'accroissement de l'effort collectif ne peut, cependant, se concevoir sans un développement conséquent de l'épargne publique et privée.

Enfin, il semble que, même si les socialistes décident de viser, à terme, dans certaines branches, la suppression totale de l'auto-financement, des mesures intermédiaires devraient être dès maintenant mises au point :

- attribution au groupe des salariés de titres représentant une partie de l'autofinancement, titres

qui seraient gérés par une caisse nationale ;  
— les conflits éventuels entre chefs d'entreprise, organisations de salariés et caisse nationale étant arbitrés par une *juridiction économique* compétente en matière de distribution des revenus.

Tout cet ensemble s'articule autour de l'idée de la planification, qui devra être démocratique dans son élaboration et volontaire dans son exécution. On rejoint ici nombre de conclusion des colloques déjà consacrés à la planification démocratique.

### ***La Gauche et la monnaie***

Problème particulier mais décisif : celui de la monnaie. La France, plus que d'autres pays, est portée vers l'inflation. La Gauche, par vocation, est destinée, comme on l'a vu dans le précédent rapport, à entreprendre un effort économique et social plus ambitieux, malgré l'hostilité des possédants, voire l'hostilité internationale. Comment, dans ces conditions, la Gauche au pouvoir pourra-t-elle mener une politique financière raisonnable ?

### ***Étendre les pouvoirs financiers de l'État***

Pour s'en tenir aux problèmes financiers, le rapport formule quelques observations :

a) *En premier lieu*, il paraît indispensable de donner à l'État, dès la prise du pouvoir, les moyens de contrôler, de diriger et d'animer la marche de l'économie. Cela suppose notamment un remodelage des organismes financiers et bancaires relevant déjà du secteur public ou nationalisé, un renforcement des pouvoirs de contrôle du crédit, une ré-activation des circuits financiers dépendant du Trésor. Cela suppose également que les pouvoirs financiers de l'État soient étendus, notamment en vue d'exploiter pleinement les pouvoirs d'orientation et d'investigation que la multitude des participations financières de l'État et de ses divers démembrements peut fournir : à cet égard, l'I.R.I. italien pourrait offrir, sinon un modèle, du moins un thème de réflexion.

b) *en second lieu*, l'ensemble des réformes de structures prévues devra intervenir rapidement. A la fois pour profiter de l'élan créé, mais aussi pour rechercher un *modus vivendi* durable avec le secteur qui demeurera privé.

Enfin, cet ensemble de mesures doit constituer une sorte de *planification financière* complémentaire des formes actuelles de la planification.

### ***Combattre la hausse des prix***

Pour rester au pouvoir et pour réussir, la Gauche ne peut accepter la hausse des prix. Ceci posé, il faut se souvenir qu'aucun gouvernement

de droite, dans aucun pays capitaliste développé, n'a encore réussi à maîtriser parfaitement l'inflation ; par conséquent, la Gauche ne peut, dans un premier temps, espérer faire mieux : elle aurait absolument tort de viser ici des objectifs qui demeurent hors de portée de la droite.

En définitive, la Gauche doit simplement se fixer des limites à ne pas dépasser. Concrètement, cet objectif général peut se préciser assez aisément dans trois secteurs-clés : ceux des prix, des devises et du budget.

Dans *le domaine des prix* : l'objectif est d'éviter que le niveau général des prix augmente plus vite en France que dans les pays avec lesquels s'opère la majeure partie de nos échanges internationaux.

Dans *le domaine des devises*, il faut conserver une masse de manœuvre suffisante pour faire face à de mauvaises conjonctures et exercer une influence suffisante dans la réorganisation du système monétaire International.

Dans *le domaine budgétaire*, enfin, l'objectif doit être, tant au niveau de l'Etat qu'à celui des collectivités locales et des organismes sociaux, de choisir et non pas de subir, de garder la maîtrise des budgets et la maîtrise des influences qu'ils exercent sur l'économie.

### ***Fondements économiques et financiers d'une politique internationale***

Troisième volet d'une même préoccupation : la politique internationale et ses aspects économiques.

Un pays déterminé, tout comme une entreprise industrielle ou commerciale, peut subir de trois manières l'influence ou la domination d'un autre partenaire.

La comparaison s'établit aisément entre :

- sociétés filiales et cas de colonisation politique ;
- entreprise fabriquant sous licence étrangère ou obligée d'admettre un partage des marchés et présence d'entreprises étrangères en position dominante sur des branches importantes voire sur l'économie entière d'un pays
- relations financières avec le monde extérieur, dans le cas de l'entreprise comme dans celui d'un pays.

Or, le besoin de crédit est intimement lié à la vie économique intérieure comme aux échanges internationaux. Dès lors, les institutions qui maîtrisent l'octroi du crédit possèdent un pouvoir de fait considérable. Il en résulte que le premier devoir d'un gouvernement socialiste est de se donner les moyens de l'indépendance en équilibrant ses paiements extérieurs.

La portée de cette loi n'est en rien diminuée si

l'on examine le problème des budgets militaires. Sauf accord international (cas de l'Autriche), on constate partout que la neutralité coûte cher (Suède, Suisse, Yougoslavie).

Quelles sont, dans ces conditions, les orientations possibles ?

### ***Condamner la politique américaine***

Le souci gaulliste de dissocier l'Europe des États-unis est légitime et appelle, de la part de la Gauche, un soutien explicite. Mais le fait que cette recherche est axée surtout sur ses aspects diplomatiques et militaires, et non sur la réalité de l'indépendance économique, entraîne des résultats nombreux et néfastes.

Cette politique suppose, en effet, un appareil militaire de très grande puissance. La France n'a pas la possibilité économique de se le donner. Une Europe unifiée pourrait l'envisager, mais la manière dont le Général conduit sa politique risque de faire échouer la construction européenne et d'intensifier les relations entre nos partenaires européens et les États-unis.

Une politique socialiste prendra des orientations très différentes.

Une politique de paix suppose la condamnation la plus nette de la politique américaine au Vietnam et en Amérique latine.

Une politique d'aide au Tiers Monde exige la stabilisation des cours des matières premières ; un fort pourcentage de capitaux publics destinés aux opérations d'infrastructure et l'acceptation, par les pays développés, d'une division internationale du travail qui laisse aux industries du Tiers Monde une place croissante sur les marchés mondiaux.

Sur tous ces points, la dissociation est nécessaire par rapport aux orientations du capitalisme américain.

Si l'on considère, en outre, les objectifs intérieurs propres qu'une politique socialiste se fixerait en matière d'équipements collectifs ou d'implantations industrielles, il est évident qu'un gouvernement socialiste s'opposera à la politique commerciale des grands groupes financiers internationaux.

### ***Le socialisme passe par l'Europe***

Dans ces conditions, on est amené à considérer que le fondement de l'indépendance nécessaire sera la Compétitivité de l'ensemble économique à vocation socialiste par rapport aux États-unis.

Cet ensemble ne peut être que l'Europe pour d'évidentes raisons de taille. La France, déjà, n'est plus, ni technologiquement, ni commercialement, un pays indépendant.

Il est évident, d'autre part, que les forces socialistes ne remporteront pas la victoire au

même moment et dans les mêmes conditions dans toute l'Europe. Il faudra bien que l'un commence. Il n'est pas exclu que la France ouvre la voie. Mais il n'y aurait de succès socialiste durable devant le capitalisme mondial qu'au niveau européen et, par conséquent, une politique d'orientation socialiste devra pousser à l'unification européenne. Elle aura, cependant, l'obligation constante d'éviter, dans la construction européenne toute orientation qui accentuera la puissance du capitalisme international.

Il faut donc à la fois faire l'Europe, mais éviter l'orientation vers un libre échangisme généralisé dans le monde dit occidental.

La clé de la manœuvre doit être la planification européenne qui devra s'appuyer pendant longtemps encore sur le relais que

présentent les planifications nationales.

Contrairement à ce qui a été trop souvent dit, l'ouverture des échanges ne condamne pas la planification. Elle l'oblige à changer les moyens d'exécution, mais elle la rend de plus en plus nécessaire. C'est par ce biais que chacun des pays d'Europe conservera pour longtemps encore la possibilité de faire en direction du socialisme, des évolutions partielles limitées, en même temps que la possibilité de créer un échelon relais avec la planification européenne qui doit être le moyen final de passage au socialisme.

D'une manière analogue, l'étude précise des investissements américains en Europe montre qu'une reprise progressive des moyens de contrôle est possible, sans qu'il s'agisse forcément de nationalisations.

## II - LE PLAN ET LE MARCHÉ DANS L'ÉCONOMIE SOCIALISTE

rapporteur Pierre LAVAU

Le modèle d'économie socialiste dans la France de 1980 suppose un pari sur les chances du socialisme en Europe. Le pari est raisonnable en ce qu'il est fondé sur l'hypothèse que les voies de passage vers l'économie socialiste auront été franchies en France avec succès. Et pas seulement en France, mais également en Europe. Ce qui doit amener les socialistes français à tenir compte dès aujourd'hui des conceptions des autres socialistes européens.

Le rapport de Pierre Lavau fait donc un certain nombre de remarques préliminaires sur les possibles développements, d'ici à 1980, sur le plan politique, économique et social.

Ces remarques préliminaires le conduisent à proposer un schéma articulé en quatre éléments : action du plan sur le marché ; système des prix et place du profit ; rôle du plan dans les mouvements de croissance et de régression ; participation des travailleurs à la gestion des entreprises-

### ***Le Plan aura un rôle décisif***

Pour que le marché traduise au mieux les besoins prioritaires des individus et de la collectivité, le Plan devra définir les moyens d'influencer la demande solvable ainsi que l'appareil de production destiné à la satisfaire.

*L'action sur la demande* : Trois orientations peuvent être envisagées : resserrement de l'éventail des revenus ; orientation de la demande par une politique d'incitation dont le rôle devrait cependant être limité pour ne pas fausser le marché ; politique de demande publique qui, à

l'occasion des commandes d'investissements, permettrait d'agir sur les structures et les méthodes des entreprises.

### *L'action sur l'appareil de production :*

L'action gouvernementale s'exercerait dans quatre directions principales :

— Amélioration des anticipations des entreprises. La fonction de réducteur d'incertitudes du Plan ne pourra donc qu'être accentuée.

— Prévoir les distorsions de l'appareil de production et les prévenir par un jeu d'incitation et de freinage selon les secteurs ou les branches.

— Veiller à la création de centres générateurs de progrès technique.

— Définir un Code de la publicité des producteurs.

### ***La politique des prix***

La clé du système résidera dans l'indexation des prix de vente sur les prix de revient, après application d'une marge bénéficiaire définie par branche d'activité à des taux uniformes. A ces marges normalisées s'ajouteront, comme élément correctif, un surplus déterminé par les résultats de l'entreprise sur son marché.

Sur le produit des ventes, la collectivité prélèvera les impôts sur la production : ces impôts seront proches de la taxe à la valeur ajoutée actuelle.

L'impôt foncier devant être un moyen de faire payer, tant aux particuliers qu'aux entreprises, les avantages de situation foncière apportés par des équipements collectifs.

La politique socialiste des prix consistera à rompre, dès le début du processus, l'unité de prix en adoptant la règle du prix de vente fondée sur le prix de revient. Les éléments du prix de revient étant standardisés, comme on l'a vu, les entreprises les plus efficaces se distingueront d'elles-mêmes par des prix de vente inférieurs à la moyenne. Cela s'entend, bien entendu, à qualité égale. De la sorte, le rôle sélectif du marché devrait s'exercer au maximum.

### ***Encadrer les régressions des branches ou entreprises***

Extension et régression des entreprises seront commandées, d'une part par les réactions de la demande sur le marché, d'autre part par la volonté et les orientations de la collectivité.

*Le financement des extensions d'entreprise* devra être principalement réalisé par les trois catégories connues de ressources externes :

- Prêts consentis par le système public de crédit à long et moyen terme ;
- Emprunts obligatoires ;
- Augmentation de capital par émission d'actions nouvelles, ce qui suppose le maintien d'un marché financier, mais dont le rôle serait réduit.

*L'encadrement des régressions d'entreprises.*

Parmi les moyens de production figurent, en première place, les travailleurs. Sauf à substituer aux valeurs énoncées plus haut le culte de la productivité et la loi du plus fort, la société devra assumer la responsabilité de la réinsertion permanente des hommes dans les circuits de production en leur épargnant au maximum les préjudices matériels.

Le Plan et surtout l'appareil public de crédit auront à intervenir non seulement en cas de crise,

mais dès qu'apparaîtront des signes de difficulté sérieuse dans une branche ou dans une grande entreprise.

### ***Gestion professionnelle et gestion collective***

L'autonomie de l'entreprise favorise d'une part le dynamisme et la productivité ; d'autre part la pédagogie de la responsabilité et de la démocratie.

La gestion démocrate que résiderait dans la coopération d'une direction responsable avec un conseil représentatif de tout le personnel solidaire des organisations syndicales et capable de se prononcer à bon escient sur les problèmes de gestion. La gestion démocratique exige, de plus, que l'ensemble des travailleurs soit correctement informé de tout ce qui touche à la vie de l'entreprise. Tout cela s'entend également dans le cadre des entreprises privées.

Cela dit, il y a lieu de distinguer deux modes de gestion selon la nature des entreprises concernées :

— *La gestion professionnelle*, qui concerne, essentiellement, le corps des « directeurs ». Elle fait appel à la responsabilité personnelle tant à l'égard des instances supérieures qu'à l'égard des travailleurs ;

— *La gestion collective*, qui ne peut être étendue à l'ensemble de l'économie mais qui, couplée avec la gestion professionnelle, peut aboutir à de sérieuses réussites.

Des secteurs tels que l'agriculture et les centres de recherche se prêtent tout spécialement à la gestion collective. Appliquée par ailleurs en dose convenable dans l'industrie, elle servirait partout, selon toute probabilité, l'esprit d'émulation et la démocratie.

## **III- LA DÉMOCRATIE DANS L'ÉTAT SOCIALISTE**

### **rapporteur Maurice DUVERGER**

*Faute de place, nous nous bornons, ici, à reproduire les conclusions d'un rapport qui, trop schématiquement résumé, risquait d'être défiguré.*

La dictature du prolétariat et le parti unique constituent des modes archaïques d'établissement du socialisme, correspondant à la situation de pays sous-développés ou semi-développés, où les difficultés de l'industrialisation et de la modernisation imposent une discipline rigoureuse, que l'absence de traditions démocratique rend par

ailleurs supportable. Quand ces pays atteignent un niveau de développement supérieur, la dictature du prolétariat et le parti unique y freinent le progrès technique, social et politique. Dans les États industrialisés d'Occident, et notamment en France, où le niveau économique et culturel est élevé, où les traditions démocratiques sont profondément enracinées, la dictature du prolétariat et le parti unique seraient une régression et non un progrès, même sur la voie du socialisme. Le socialisme ne peut pas supprimer

les libertés existantes sous prétexte de les rétablir ensuite plus fortes : les libertés existantes constituent au contraire une première étape, à partir de laquelle on avancera vers d'autres. Le pluralisme existant dans les États d'Occident ne saurait donc être supprimé, même provisoirement, dans leur marche au socialisme.

Le pluralisme des partis n'exprime une lutte entre des classes antagonistes que dans certaines conditions historiques particulières. Dans d'autres conditions historiques, et notamment dans celles d'une société socialiste où n'existeraient plus de véritables classes, le pluralisme des partis peut exprimer la diversité des couches sociales engendrées par le caractère complexe et diversifié de l'économie moderne. Il peut exprimer aussi des conflits politiques et idéologiques indépendants des conditions socio-économiques.

Au-delà de tous les conflits économiques, sociaux, idéologiques et politiques, le pluralisme est une institution fondamentale et permanente de la démocratie, destinée à contenir le danger d'oppression inhérent à la nature de tout gouvernement, de tout État, même socialiste. Il incarne la résistance nécessaire des citoyens au pouvoir sous la forme de « contre-pouvoirs » organisés, qui limitent le gouvernement par leurs critiques, et par la perspective de le remplacer un jour si les citoyens le décident.

Les libertés ne sont devenues réelles dans les États capitalistes que dans la mesure où elles ont été progressivement exercées par des organisations et institutions indépendantes du capitalisme (partis populaires, syndicats, universités, organisations de masse, etc.) et dans la mesure où le capitalisme lui-même a pris parfois figure de « contre-pouvoir » à l'égard d'un État qu'il ne dominait plus entièrement.

En régime socialiste, la liberté doit avoir pour support des organisations autonomes, indépendantes de l'État, capables de le critiquer et de s'opposer à lui en dehors d'une base capitaliste. Cela suppose que l'État lui-même leur fournisse les moyens matériels et financiers d'exercer la liberté, sans porter atteinte à leur autonomie. Le statut de la Radiotélévision britannique et celui des universités françaises, le financement des partis politiques par le budget national au prorata des voix obtenues aux élections (tel qu'il fonctionne dans certains pays occidentaux de façon embryonnaire), le régime de la presse établi en France à la Libération sont des exemples d'un système qui doit être développé et généralisé dans l'État socialiste.

La démocratie n'est pas seulement la possibilité de s'exprimer contre l'autorité, à travers le pluralisme et les libertés publiques, mais aussi la participation à l'autorité elle-même. Dans l'État socialiste, cette participation doit se développer à tous les niveaux. Elle sera naturellement plus profonde, plus vivante, plus permanente dans le cadre des entreprises, des coopératives et de la gestion locale qu'au niveau de l'État. Quelle que soit toutefois l'importance de cette « micro-participation » comme moyen de réalisation de la démocratie et comme instrument d'éducation civique, elle ne peut en aucune façon remplacer la « micro-participation » aux décisions politiques globales. Celle-ci se réalise normalement par l'intermédiaire des partis politiques et du Parlement. Toutefois, l'expression directe de la volonté populaire sur le plan national paraît indispensable pour empêcher la domination des appareils, qui tend toujours à se développer quand la volonté populaire ne s'exprime qu'à travers leur médiation.